



RAADGEVENDE INTERPARLEMENTAIRE BENELUXRAAD

Paleis der Natie – 1008 Brussel

T : 32 (0)2 549 85 52 — F : 32 (0) 2 549 85 20

e-mail : benelux.parlement@skynet.be

CONSEIL INTERPARLEMENTAIRE CONSULTATIF DE BENELUX

Palais de la Nation – 1008 Bruxelles

Séances plénières des 18 & 19 mars 2011

Le Conseil interparlementaire consultatif de Benelux (en abrégé « Parlement Benelux ») tiendra ses sessions de 2011 et 2012 à La Haye. La première de ces sessions a eu lieu ces 18 et 19 mars sous la présidence de M. Biskop. Celui-ci a souligné que la coopération entre les trois pays avait prouvé son utilité et que cette coopération s'étendait aujourd'hui aux régions voisines, en particulier la Rhénanie du Nord-Westphalie, sans oublier les relations du Parlement Benelux avec le Conseil nordique, les pays de Visegrad et l'Assemblée balte. Mme Detière (Belgique) a d'ailleurs présenté le rapport de la Table ronde organisée le 11 février à Tallin (Estonie) par l'Assemblée balte sur la capacité régionale à développer le capital humain et les connaissances. Le Parlement Benelux a tenté d'expliquer ce qu'il réalise en cette matière malgré les différences institutionnelles entre les trois pays. Les parlementaires de la SEEC (South East European Cooperation Process) seraient eux aussi intéressés par une coopération avec le Benelux et M. Biskop a alors suggéré d'inviter cette organisation à La Haye au cours de la session de printemps pour poursuivre cette discussion.

Au nom de l'assemblée, M. Biskop a remis le Benelux-award à M. Leterme, premier ministre belge, à M. Balkenende, ancien premier ministre néerlandais, et à M. Verhagen, ministre néerlandais de l'Économie. Le Benelux-award est un prix décerné par le Parlement Benelux à des personnes qui ont fait preuve d'un engagement exceptionnel en faveur du renforcement de la coopération entre les pays du Benelux. Le 17 juin 2008, MM. Leterme et Balkenende avaient signé à La Haye, avec M. Juncker, premier ministre luxembourgeois, le nouveau Traité-cadre Benelux remplaçant celui du 3 février 1958. M. Verhagen était alors le ministre néerlandais des Affaires étrangères et avait cosigné le traité avec ses homologues luxembourgeois et belge, MM. Asselborn et De Gucht, ce dernier devenu entre-temps commissaire européen..

L'avenir du Benelux

Dans son allocution de remerciement, M. Leterme a souligné l'intérêt du Benelux, laboratoire de l'unification européenne. Il a rappelé que de nombreuses initiatives prises au niveau des trois pays du Benelux ont fait école et a cité en particulier l'accord de Schengen, conclu entre les trois pays du Benelux avec la France et l'Allemagne en 1985 et qui est à l'origine de l'espace Schengen, devenu institution européenne en 1997 avec le Traité d'Amsterdam. Au lendemain du tsunami au Japon et de l'accident nucléaire à la centrale de Fukushima, M. Leterme a souligné que de telles catastrophes ont des conséquences qui ignorent les frontières et que la collaboration entre les trois pays du

Benelux serait d'autant plus nécessaire en cas d'accident du même genre à une de nos centrales nucléaires (Doel, Borssele, Tihange, Chooz ...). Le premier ministre belge a conclu en demandant aux Pays-Bas de finaliser avec la Belgique les négociations relatives au rétablissement du Rhin de fer, un enjeu crucial pour Anvers et toute la Région flamande. Pour sa part, M. Balkenende a souligné que la coopération transfrontalière entre les trois pays du Benelux était quotidienne et féconde et qu'elle suscitait l'intérêt des régions voisines. Il a ainsi rappelé qu'en décembre 2008, les trois premiers ministres de l'époque du Benelux, MM. Juncker, Leterme et lui-même, avaient reçu le prix d'État de la Rhénanie du Nord-Westphalie, avec laquelle le Benelux entretient des relations de plus en plus étroites. Quant à M. Verhagen, il s'est félicité de la part donnée par le nouveau traité Benelux à la coopération avec les régions voisines de nos trois pays.

M. Werner, directeur « Europe Occidentale et Centrale du ministère néerlandais des Affaires étrangères, a présenté au nom de son ministre, M. Rosenthal, les grandes lignes du 55^{ème} rapport commun des trois gouvernements sur la réalisation et le fonctionnement de l'Union économique entre les trois États. Il a évoqué l'unification du marché de l'énergie, le deuxième plan d'action Senningen relatif à la sécurité, les communications, les liaisons ferroviaires et la coopération entre les entités urbaines, notamment en matière d'accueil des migrants.

Pour sa part, M. Rood, chef « Études stratégiques » de l'Institut Clingendael à La Haye¹, a présenté le résultat de la conférence « L'avenir du Benelux dans l'Union européenne » qui s'est tenue à Bruxelles le 30 novembre 2010. Trente-trois étudiants en master des trois pays du Benelux se sont ainsi livrés à une réflexion sur l'avenir de la coopération Benelux dans le cadre du nouveau traité Benelux. Leurs idées ont ensuite été soumises à des experts et il en est sorti diverses recommandations.

Ces jeunes recommandent ainsi de renforcer le rôle du secrétariat général du Benelux quant à la coopération entre les ports du Benelux. Une étude est aussi recommandée en ce qui concerne l'approfondissement de la coopération dans le domaine du développement et de l'échange du savoir. Il est également recommandé d'examiner dans quelle mesure la coopération Benelux peut jouer un rôle plus explicite pour la promotion de l'utilisation d'énergies durables. La conférence recommande d'examiner les possibilités de réaliser une coopération plus étroite entre les pays du Benelux dans le domaine de la formation et du training du personnel de la police et de lancer des projets pilotes afin de renforcer la coopération pénale, la coopération de la défense et d'intégration et d'accueil des demandeurs d'asile. Enfin, il est recommandé de développer, à court terme, tant dans les administrations nationales qu'à l'intérieur du secrétariat général Benelux, des initiatives afin d'arriver à une coordination plus étroite entre les niveaux Benelux et Union européenne et de se servir de manière plus ciblée et plus stratégique de la coopération politique Benelux. Bref, cette conférence a démontré que la coopération Benelux a un bel avenir dans le cadre du traité et en tant que passerelle vers l'Union européenne et le monde.

Le secrétaire général du Benelux, M. van Laarhoven, a promis que ses services étudieraient attentivement ces recommandations et a invité les parlementaires et les ministres des trois pays à susciter partout le réflexe « bénéluxien » trop souvent oublié. Quant à M. Eigeman (Pays-Bas), il a plaidé pour une liaison ferroviaire plus rapide entre Bruxelles et Luxembourg et s'est félicité de l'élargissement de la coopération entre les trois pays du Benelux aux régions voisines, en particulier la Rhénanie du Nord – Westphalie et le Nord – Pas-de-Calais.

¹ Institut néerlandais des relations internationales.

Énergie et fiscalité

M. Draps (Belgique), président de la commission des Finances et de la Mobilité, a présenté un rapport intérimaire relatif aux dispositions fiscales en matière d'économies d'énergie. Il s'agit de favoriser fiscalement ou via des primes ou des subsides l'achat de véhicules moins polluants et les habitations privées moins énergivores.

Si le succès des véhicules électriques reste assez limité, la Belgique peut accorder des subsides à l'achat de voitures à usage particulier moins polluantes allant jusqu'à 15% de la valeur d'achat. Quant aux habitations, de nombreuses réductions fiscales sont prévues, par exemple dans le cas de l'installation de panneaux solaires. Quelque 50.000 emprunts verts ont été octroyés en 2010 pour 750 millions d'euros. Les locataires également peuvent obtenir une déduction pour travaux. .

Un effet pervers de ces mesures est que, si les déductions sont ciblées sur des matériaux bien particuliers, ceux-ci profitent de l'effet d'aubaine et se vendent alors plus cher. Il est cependant difficile de comparer les dispositions prises en la matière dans les trois pays du Benelux vu que les taux d'imposition varient fort d'un pays à l'autre.

M. Lebrun (Belgique) a souligné que, dans les prochaines années, l'Union européenne allait investir 200 milliards d'euros dans les infrastructures énergétiques. Nos centrales nucléaires vont être testées par les autorités européennes et le Parlement Benelux ne peut se permettre d'être absent de ce débat. Quant à M. Negri (Luxembourg), ancien président du Parlement Benelux, il a plaidé pour la promotion de la voiture électrique.

Constatant que le sujet concernait aussi d'autres commissions, le président, M. Biskop , a proposé que toutes les commissions soient tenues au courant pour qu'on puisse obtenir de premiers résultats lors de la session plénière d'été, en juin.

Le sida

M. Roegiers (Belgique) a présenté au nom de la commission du développement durable/matières personnalisables, un rapport intérimaire relatif à la politique en matière de sida au sein du Benelux. La commission a procédé le 18 février à l'audition de MM. Martin, directeur de la plate-forme de prévention du sida, et Lambrechts, directeur de « Sensoa ». La majeure partie des problèmes de sida en Belgique sont liés à la présence de nombreux ressortissants africains. Les mauvais résultats de la Belgique en matière de lutte contre le sida tiennent à la dispersion des compétences depuis la réforme de l'État: les soins sont de la compétence de l'État alors que la prévention, elle, est de la compétence des Communautés. Ce manque d'efficacité paralyse les efforts des plates-formes qui, pourtant, coopèrent tant bien que mal. La commission poursuivra ses travaux le 28 mars avec cette fois l'audition des responsables néerlandais et luxembourgeois de prévention du sida.

Les délits de mœurs

Le secrétaire d'État néerlandais à la Sécurité et à la Justice, M. Teeven, a fait le point sur l'échange d'informations entre les pays du Benelux concernant les délits de mœurs. L'affaire mettant en cause aux Pays-Bas un pédophile qui a réussi à abuser d'enfants confiés à sa garde aux Pays-Bas alors qu'il

était déjà connu à l'étranger souligne l'absolue nécessité d'un bon échange d'informations entre les services de sécurité des différents pays. En 2012 entrèrent en vigueur des arrêtés relatifs à l'échange d'informations dans la perspective de l'établissement d'un réseau européen des casiers judiciaires. On pourra ainsi repérer les personnes de plus de seize ans condamnées pour des délits de mœurs. Reste cependant le problème des différences de structure juridique entre les différents États européens, par exemple quant au screening des personnes auxquelles on confie la garde d'enfants.

Au cours d'un congrès sur la protection des enfants organisé par la reine Paola, M. Teeven a noué des contacts avec ses collègues belge, luxembourgeois, allemand, polonais et britannique dans le but de simplifier cet échange d'informations. Un projet de directive européenne relative à la lutte contre la pornographie infantile est en cours d'élaboration et les ministres de la Justice du Benelux se concertent pour combler les lacunes existant dans ce domaine.

M. Karel Tobback, collaborateur du ministre belge de la Justice, M. De Clerck, a rappelé que le ministre, M. De De Clerck, était très impliqué dans cette matière et avait assumé ses responsabilités lors de l'affaire Dutroux en présentant sa démission. Redevenu ministre de la Justice aujourd'hui, M. De Clerck ne cesse de s'intéresser à cette problématique et souhaiterait que le Parlement Benelux indique clairement quelles sont ses priorités en la matière.

Quant à M. Zeyen, procureur luxembourgeois auprès d'Eurojust, qui représentait à La Haye le ministre luxembourgeois de la Justice, M. Biltgen, il a souligné qu'au Grand-Duché comme probablement ailleurs, 95% des délits de mœurs impliquant des enfants étaient commis à l'intérieur de la famille. M. Zeyen a également indiqué que M. Biltgen était partisan d'une extension des interdictions professionnelles aux bénévoles, par exemple au sein des clubs sportifs.

M. Dijkhoff (Pays-Bas) a insisté sur l'urgence de ce dossier. L'objectif du Parlement Benelux est de jouer un rôle de pionnier dans cette lutte contre les abuseurs d'enfants. Mais la vie privée mérite aussi une protection et l'on a vu des dérives lorsque des personnes ont été accusées sans fondement. Mme Haubrich-Gooskens (Pays-Bas) a plaidé pour une uniformisation des dispositions relatives à l'aide à offrir aux victimes et au sort à réserver aux auteurs de ces délits, demandant si le Parlement Benelux devait s'occuper de ce dossier ou s'il était plus opportun de résoudre d'emblée le problème au niveau européen.

M. Courtois (Belgique), il a déclaré que les crimes sexuels étaient souvent le fait de récidivistes et il s'est interrogé sur l'opportunité d'une extension du système informatique relatif aux personnes condamnées aux personnes arrêtées et se trouvant encore dans l'attente de leur jugement. Certaines procédures judiciaires sont en effet très longues. Au contraire, M. Braz (Luxembourg) condamne les sites qui clouent au pilori des innocents ou des personnes qui n'ont fauté qu'une fois. M. Braz pense cependant que le simple échange d'informations ne sera pas suffisant vu qu'on estime qu'un enfant sur cinq serait victime d'abus de ce genre, à des degrés divers. Enfin, M. Braz s'est interrogé sur la question de la prescription de tels délits tant que la victime est mineure.

M. Teeven lui a répondu que le gouvernement néerlandais envisageait la suppression de la prescription pour des délits de ce genre mais a également souligné que l'échange d'informations ne prévoit que les condamnés et non les prévenus, même si la question de l'échange d'informations relatives à des personnes non encore jugées se pose dans le cas de certaines procédures judiciaires particulièrement longues. Quant à M. Zeyen, il a rappelé à M. Courtois que lorsque l'opinion

publique entre dans le prétoire, la justice en sort, ce à quoi M. Courtois a répliqué que c'était quand même l'opinion publique qui jugeait les politiciens.

Le Parlement Benelux entend bien poursuivre l'examen de cette problématique et le débat pourrait déboucher sur une recommandation lors de la session d'été du Parlement Benelux, qui se déroulera les 17 et 18 juin à La Haye.



RAADGEVENDE INTERPARLEMENTAIRE BENELUXRAAD

Paleis der Natie – 1008 Brussel

T : 32 (0)2 549 85 52 — F : 32 (0) 2 549 85 20

e-mail : benelux.parlement@skynet.be

CONSEIL INTERPARLEMENTAIRE CONSULTATIF DE BENELUX

Palais de la Nation – 1008 Bruxelles

Plenaire vergaderingen van 18 en 19 maart 2011

De Raadgevende Interparlementaire Beneluxraad (“Benelux-parlement”) houdt zijn zittingen van 2011 en 2012 in Den Haag. De eerste heeft plaatsgevonden op 18 en 19 maart 2011, onder het voorzitterschap van de heer Biskop. De voorzitter onderstreepte dat de samenwerking tussen de drie landen haar nut heeft bewezen en dat die samenwerking vandaag verruimd is tot de grensgebieden, in het bijzonder Noordrijn-Westfalen, zonder de betrekkingen te vergeten met de Noordse Raad, de Visegradlanden en de Baltische Assemblee. Mevrouw Detiège (België) heeft het verslag voorgesteld van de Ronde Tafel die op 11 februari in Tallin (Estland) door de Baltische Assemblee werd georganiseerd over de regionale en grensoverschrijdend bevoegdheid om menselijk kapitaal en knowhow te ontwikkelen. Het Beneluxparlement heeft proberen toe te lichten wat het, ondanks de institutionele verschillen tussen de drie landen, ter zake toch realiseert. De parlementsleden van de SEECP (South East European Cooperation Process) hebben eveneens belangstelling getoond voor samenwerking met de Benelux en de heer Biskop stelt voor deze organisatie uit te nodigen in Den Haag tijdens de zomerzitting om die bespreking voort te zetten.

In naam van de Assemblee heeft de heer Biskop de Benelux Award overhandigd aan de heer Letermé, Belgisch eerste minister, aan de heer Balkenende, gewezen Nederlands eerste minister, en aan de heer Verhagen, Nederlands minister van Economie. De Benelux Award is een prijs die door het Benelux-parlement wordt toegekend aan personen die het bewijs hebben geleverd van een uitzonderlijke inzet ten gunste van de versterking van de samenwerking tussen de Beneluxlanden. Op 17 juni 2008 hebben de heren Letermé en

Balkenende, samen ook met de heer Junker, Luxemburgs eerste minister, in Den Haag, het nieuwe Benelux-raamverdrag ondertekend, dat het verdrag van 3 februari 1958 vervangt. De heer Verhagen was toen Nederlands minister van Buitenlandse Zaken en had ook het Verdrag ondertekend samen met zijn Luxemburgse en Belgische ambtsgenoten, de heren Asselborn en De Gucht, die inmiddels Europees commissaris is geworden.

De toekomst van de Benelux

In zijn dankwoord onderstreepte de heer Leterme het belang van de Benelux, het laboratorium van de Europese eenmaking. Hij wees erop dat talrijke initiatieven die op het niveau van de drie Beneluxlanden genomen zijn, school hebben gemaakt. Hij heeft in het bijzonder het Schengen-akkoord geciteerd dat in 1985 tussen de drie landen werd gesloten, samen met Frankrijk en Duitsland, en dat aan de oorsprong ligt van de Schengenruimte, die met het verdrag van Amsterdam in 1997 een Europese instelling geworden is. Naar aanleiding van de tsunami in Japan en het kernongeval in de centrale van Fukushima onderstreepte de heer Leterme dat dergelijke rampen gevolgen hebben die geen rekening houden met grenzen en dat de samenwerking tussen de drie Beneluxlanden onontbeerlijk zou zijn mocht zich een ongeval van dezelfde orde voordoen in een van onze kerncentrales (Doel, Borssele, Tihange, Chooz, ...). De Belgische eerste minister besloot met het verzoek aan Nederland om met België de onderhandelingen over het herstellen van de IJzeren Rijn af te ronden, een bijzonder belangrijk gegeven voor Antwerpen en het gehele Vlaamse gewest. Van zijn kant onderstreept de heer Balkenende dat de grensoverschrijdende samenwerking tussen de drie Beneluxlanden dagelijks merkbaar en vruchtbaar is en dat zij belangstelling krijgt van de aangrenzende gebieden. Hij wees er ook op dat in december 2008 de drie toenmalige eerste ministers van de Benelux, de heren Juncker, Leterme en hijzelf, de staatsprijs van Noordrijn-Westfalen gekregen hebben, waarmee Benelux steeds nauwere betrekkingen onderhoudt. De heer Verhagen prijst zich gelukkig dat het nieuwe Beneluxverdrag aandacht besteedt aan de grensgebieden van onze drie landen.

De heer Werner, directeur voor West- en Centraal-Europa van het Nederlands ministerie van Buitenlandse Zaken, heeft in naam van zijn minister, de heer Rosenthal, de grote lijnen voorgesteld van het 55^{ste} gemeenschappelijk verslag van de drie regeringen over de verwezenlijking en de werking van de economische unie tussen de drie landen. Hij vermeldde de eenmaking van de energiemarkt, het tweede actieplan Senningen met betrekking tot de veiligheid, de verkeerswegen, de spoorverbindingen en de samenwerking tussen de stedelijke gebieden, met name wat de opvang van migranten betreft.

De heer Rood op zijn beurt, hoofd Strategisch Onderzoek van het Instituut Clingendael in Den Haag²) heeft het resultaat voorgesteld van de Conferentie “De Toekomst van de Benelux in de Europese Unie”, die op 30 november 2010 in Brussel werd gehouden. 33 studenten in de masteropleiding van de drie Beneluxlanden hebben nagedacht over de toekomst van de Beneluxsamenwerking in het raam van het nieuw Beneluxverdrag. Hun ideeën werden vervolgens aan experts voorgelegd en daaruit zijn verschillende aanbevelingen gekomen.

Die jongeren bevelen aan om de rol van het secretariaat-generaal van de Benelux te versterken op het vlak van de samenwerking tussen de Beneluxhavens. Er wordt ook een studie gevraagd over de verdieping van de samenwerking op het stuk van kennisontwikkeling en -uitwisseling. Ook wordt aanbevolen te onderzoeken in hoeverre de Beneluxsamenwerking een meer uitgesproken rol kan spelen bij de bevordering van het gebruik van duurzame energie. De conferentie vraagt ook de mogelijkheden te onderzoeken van een nauwere samenwerking in de opleiding en training van politiepersoneel en om proefprojecten te starten voor een betere samenwerking in strafzaken en defensie en voor de opvang en de integratie van asielzoekers. Ten slotte wordt aanbevolen om in de nationale administraties en binnen het secretariaat-generaal van de Benelux initiatieven te ontwikkelen voor een betere coördinatie tussen de niveaus Benelux en Europese Unie en om de politieke samenwerking in de Benelux meer doelgericht en strategisch te gebruiken. Kortom, deze conferentie heeft aangetoond dat de Beneluxsamenwerking een mooie toekomst heeft in het raam van het Verdrag en als opstap naar de Europese Unie en de wereld.

De secretaris-generaal van de Benelux, de heer van Laarhoven, heeft beloofd dat zijn diensten die aanbevelingen met aandacht zullen bestuderen en heeft de parlementsleden en ministers van de drie landen uitgenodigd om overal de al te dikwijls vergeten Beneluxreflex te tonen. De heer Eigeman (Nederland) pleitte voor een snellere spoorverbinding tussen Brussel en Luxemburg en verheugt zich over de uitbreiding van de samenwerking tussen de drie Beneluxlanden en de grensgebieden, in het bijzonder Noordrijn-Westfalen en Nord-Pas-de-Calais.

Energie en fiscaliteit

²

De heer Draps (België), voorzitter van de commissie voor Financiën en Mobiliteit, heeft een tussentijds verslag voorgesteld over de fiscale bepalingen inzake energiebesparing. De bedoeling is dat de aankoop van minder vervuilende voertuigen en de minder energieverstovende particuliere woningen fiscaal of via premies of toelagen worden bevorderd.

Het succes van elektrische voertuigen blijft weliswaar beperkt, maar België kan toelagen verlenen tot 15 % van de aankoopwaarde voor minder vervuilende auto's voor particulier gebruik. Voor woningen worden talrijke fiscale verminderingen voorzien, bijvoorbeeld voor de installatie van zonnepanelen. In 2010 werden ongeveer 50.000 groene leningen toegekend voor samen 750 miljoen euro. Ook huurders kunnen prijsvermindering voor werkzaamheden verkrijgen.

Het feit dat die verminderingen gericht zijn op heel specifieke materialen heeft als pervers effect dat die door die voordelen duurder verkocht kunnen worden. De maatregelen in de drie Beneluxlanden kunnen echter moeilijk worden vergeleken omdat de belastingvoet sterk verschilt van het ene land tot het andere.

De heer Lebrun (België) onderstreepte dat de Europese Unie in de volgende jaren 200 miljard euro zal investeren in energie-infrastructuur. Onze kerncentrales zullen door de Europese overheid worden getest en het Benelux-parlement mag in dat debat niet afwezig blijven. De heer Negri (Luxemburg), gewezen voorzitter van het Benelux-parlement, pleitte voor het stimuleren van het gebruik van de elektrische wagen.

Vaststellende dat het onderwerp ook andere commissies aanbelangt, heeft de heer Biskop, voorzitter, voorgesteld dat alle commissies op de hoogte worden gehouden, zodat men bij de zomerzitting in juni de eerste resultaten kan krijgen.

Aids

De heer Roegiers (België) heeft namens de commissie voor duurzame ontwikkeling/persoonsgebonden aangelegenheden een tussentijds verslag voorgesteld over het aidsbeleid binnen de Benelux. De commissie heeft op 18 februari een hoorzitting georganiseerd met de heren Martin, directeur van het Platform Aidspreventie en

Lambrechts, directeur van Sensoa. De meeste aidsproblemen in België houden verband met de aanwezigheid van talrijke personen van Afrikaanse herkomst. De slechte resultaten van België in de aidsbestrijding houden ook verband met de spreiding van de bevoegdheden sinds de staatshervorming : de zorg is een federale bevoegdheid terwijl de preventie onder de gemeenschappen valt. Dit gebrek aan doeltreffendheid verlamt de inspanningen van de platformen, die nochtans zo goed en zo kwaad als het kan samenwerken. De commissie zal haar werkzaamheden op 28 maart voortzetten met het horen van Nederlandse en Luxemburgse verantwoordelijken voor aidspreventie.

Zedenmisdrijven

De Nederlandse staatssecretaris van Veiligheid en Justitie, de heer Teeven, heeft een stand van zaken opgemaakt over de informatieuitwisseling tussen de Beneluxlanden over zedenmisdrijven. De zaak in Nederland van een pedofiel die hem toevertrouwde kinderen heeft kunnen misbruiken terwijl hij in het buitenland al gekend was, toont de absolute noodzaak aan van een goede informatieuitwisseling tussen de veiligheidsdiensten van de verschillende landen. In 2012 zullen besluiten in werking treden over de uitwisseling van informatie met het oog op het opmaken van een Europees net van strafregisters. Aldus zullen personen van ouder dan zestien jaar die voor zedenmisdrijven zijn veroordeeld kunnen worden opgespoord. Blijft dan nog het probleem van de verschillende juridische structuren in de verschillende Europese landen, bijvoorbeeld wat het screenen van personen betreft aan wie men de hoede over kinderen toevertrouwt.

Tijdens een congres over kinderbescherming, georganiseerd door Koningin Paola, heeft de heer Teeven contacten gelegd met zijn Belgische, Luxemburgse, Duitse, Poolse en Britse collega's om die uitwisseling van informatie te vereenvoudigen. Een ontwerp van Europese richtlijn over de strijd tegen kinderpornografie is in opmaak en de ministers van Justitie van de Benelux plegen overleg om de lacunes op dat gebied op te vullen.

De heer Karel Tobback, medewerker van de Belgische minister van Justitie, de heer De Clerck, heeft erop gewezen dat de minister zeer vertrouwd is met deze materie en heeft verwezen naar de zaak Dutroux waarbij dezelfde minister toen zijn verantwoordelijkheid heeft opgenomen door ontslag te nemen. Nu hij opnieuw minister van Justitie is, blijft de heer De Clerck zich voor die problematiek interesseren en wenst hij dat het Benelux-parlement duidelijk aangeeft welke zijn prioriteiten ter zake zijn.

De heer Zeyen, Luxemburgs procureur bij Eurojust, die in Den Haag de Luxemburgse minister van Justitie, de heer Biltgen vertegenwoordigde, onderstreepte dat in het Groothertogdom, net zoals elders waarschijnlijk, 95 % van de zedenmisdrijven waarbij kinderen betrokken zijn, binnen het gezin worden begaan. De heer Zeyen heeft ook aangegeven dat de heer Biltgen voorstander is van een uitbreiding van het beroepsverbod tot de vrijwilligers, bijvoorbeeld in de sportverenigingen.

De heer Dijkhoff (Nederland) heeft aangedrongen op een dringende behandeling van dit dossier. Het Benelux-parlement wil een pioniersrol spelen in de strijd tegen kindermisbruikers. Het privéleven verdient echter ook bescherming en men heeft al uitwassen meegemaakt wanneer personen zonder reden beschuldigd werden. Mevrouw Haubrich-Gooskens (Nederland) pleitte voor eenvormige bepalingen omtrent slachtofferhulp en voor het lot dat aan de daders moet worden voorbehouden; zij vraagt of het Benelux-parlement zich met dit dossier moet inlaten, dan wel of het beter zou zijn het probleem op Europees niveau aan te pakken.

De heer Courtois (België) heeft verklaard dat seksuele misdrijven heel dikwijls door recidivisten worden gepleegd en stelt zich de vraag over het nut van een uitbreiding van het inlichtingensysteem voor veroordeelden tot personen onder arrest die nog op hun vonnis wachten. Sommige gerechtelijke procedures duren immers zeer lang. De heer Braz (Luxemburg) daarentegen veroordeelt de websites die onschuldigen of personen die slechts één misstap hebben begaan, aan de schandpaal nagelen. De heer Braz meent nochtans dat een eenvoudige uitwisseling van informatie onvoldoende zal zijn, aangezien men van oordeel is dat één op vijf kinderen wellicht het slachtoffer is van dit soort misbruiken, in verschillende gradaties. Ten slotte vraagt de heer Braz zich af of dergelijke misdrijven kunnen verjaren zolang het slachtoffer minderjarig is.

De heer Teeven antwoordde dat de Nederlandse regering de verjaring wil afschaffen voor soortgelijke misdrijven maar onderstreepte tevens dat het uitwisselen van informatie slechts betrekking heeft op veroordeelden en niet op beklaagden, ook al duurt het uitwisselen van informatie over personen die nog niet werden gevonnist in sommige gerechtelijke procedures bijzonder lang. De heer Zeyen wees de heer Courtois erop dat wanneer de publieke opinie de rechtszaal inneemt, justitie buiten gaat. De heer Courtois antwoordde daarop dat de publieke opinie de politici beoordeelt.

Het Benelux-parlement wenst die problematiek verder te onderzoeken en het debat zou kunnen uitmonden in een aanbeveling tijdens de zomerzitting van het parlement die op 17 en 18 juni eerstkomend in Den Haag plaatsvindt.
